

Table des matières

Sommaire	5
Brève introduction	7
AURÉLIEN VANDEBURIE	
Sanction des ententes faussant la concurrence en droit des marchés publics.....	9
RENAUD SIMAR et MAXIME VANDERSTRAETEN	
Section 1. Introduction.....	10
Section 2. L'absence de concurrence normale dans les marchés publics des pouvoirs adjudicateurs belges.....	11
§ 1. L'article 5 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics	12
§ 2. Hypothèse 1 : un opérateur économique s'est précédemment rendu coupable d'une entrave à la concurrence et souhaite participer à un marché public	13
a) Causes d'exclusion liées aux entraves à la concurrence	14
i) La sélection qualitative et les causes d'exclusion – rappels généraux	14
ii) Examen des causes d'exclusion liées aux entraves à la concurrence et de leur champ d'application	16
iii) Stratégie de contournement de la sanction d'exclusion ?	23
b) Document unique de marché européen (DUME), déclaration implicite sur l'honneur et appréciation par le pouvoir adjudicateur	25
§ 3. Hypothèse 2 : l'entrave a lieu dans le cadre de la remise d'offres pour un marché public	30
§ 4. Hypothèse 3 : une entrave à la concurrence est découverte en cours d'exécution du marché.....	33
a) Mesures d'office.....	33
b) Exclusion pour une durée de trois ans.....	35

- c) Proposition de sanction fondée sur la loi du 20 mars 1991 sur l'agréation d'entrepreneurs de travaux.....37
- d) Moyens de défense de l'adjudicataire37
- e) Information de l'Autorité belge de la Concurrence37
- f) Résiliation du contrat « sans faute ».....38
-   5. Les sous-traitants.....40
-   6. L'agréation d'entrepreneurs de travaux.....42
-   7. Les secteurs sp ciaux43
- Section 3. L'absence de concurrence normale dans les marchés publics des institutions européennes.....45**
-   1. Cadre juridique46
-   2. Cause d'exclusion liée à la commission d'une faute professionnelle grave46
-   3. Preuve de la faute professionnelle grave.....47
-   4. Mesures correctrices et autres tempéraments à la sanction d'exclusion49
-   5. Portée générale de l'exclusion et base de données centralisée..50
-   6. Sanction financière et autres mesures dissuasives51
-   7. Droit de résiliation.....53
- Conclusion53

Les marchés publics : un levier efficace dans la mise en œuvre des obligations sociales et environnementales ?57

YSEULT MARIQUE et KEVIN MUNUNGU LUNGUNGU

- Propos introductifs.....58
- Section 1. Les outils à disposition des pouvoirs adjudicateurs afin d'assurer le respect du droit social et du droit de l'environnement.....65**
-   1. Le respect du droit social et du droit de l'environnement comme principe général applicable en droit des marchés publics : origines et portée.....66
-   2. Le contrôle du respect des obligations sociales et environnementales au stade de l'attribution du marché public.. 72
- a) L'exclusion de l'opérateur économique ayant violé ses obligations sociales ou environnementales72
- i) La portée et les conditions d'application de la nouvelle cause d'exclusion74
- ii) Les limites du pouvoir d'appréciation du pouvoir adjudicateur79

b)	Le rejet de l'offre dont le contenu implique une violation des obligations sociales ou environnementales....	84
i)	Le refus d'attribution d'un marché à une offre comportant une infraction sociale ou environnementale.....	84
ii)	Le contrôle des offres anormalement basses	87
§ 3.	Le contrôle du respect des obligations sociales et environnementales au stade de l'exécution du marché public....	89
a)	L'application des sanctions en droit des marchés publics comme moyen d'assurer l'effectivité du droit social et du droit de l'environnement	89
b)	Le contrôle de la pratique de la sous-traitance	93
Section 2.	Les outils à disposition des pouvoirs adjudicateurs afin de mettre en œuvre une politique sociale et environnementale responsable	95
§ 1.	La réalisation d'objectifs sociaux et environnementaux par les marchés publics : une simple faculté	98
§ 2.	Les conditions d'intégration des exigences sociales et environnementales au stade de l'attribution du marché public.....	101
a)	Les exigences sociales et environnementales comme conditions de participation au marché ou critères de sélection des opérateurs économiques	102
b)	Les exigences sociales ou environnementales comme spécifications techniques.....	104
c)	Les exigences sociales ou environnementales comme critères d'attribution du marché	109
i)	Les critères valorisant les qualités sociales ou environnementales des offres	109
ii)	La prise en compte du coût du cycle de vie	111
§ 3.	Les conditions d'intégration des clauses sociales et environnementales au stade de l'exécution du marché public	114
Section 3.	Mise en œuvre, effectivité et contrôle : opportunités et difficultés.....	116
§ 1.	Le volet incitatif : volonté politique, pédagogie et information ..	118
§ 2.	Le volet technique.....	122
a)	La technicité des aspects sociaux et environnementaux lors de l'élaboration des marchés publics.....	122
b)	La technicité de la vérification du respect de la réglementation sociale et environnementale et des clauses sociales et environnementales	125

- c) La certification, une piste ambiguë pour obvier
les difficultés techniques128
- § 3. Gouvernance : besoin de coordination au-delà des pouvoirs
adjudicateurs131
 - a) Coordination au niveau belge131
 - b) Coordination au niveau européen134
- Conclusions générales.....138

**Suspension et nullité des marchés publics et concessions –
stop ou encore ?143**

MIREILLE SALMON

- Section 1.** Introduction.....144
- Section 2.** Le régime des nullités en droit commun des contrats.....144
 - § 1. Les conditions de validité des conventions
au moment de leur conclusion145
 - § 2. La violation des lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes
mœurs et la violation de dispositions d'ordre public..... 148
- Section 3.** Les voies de recours organisées en droit des marches
publics et concessions.....149
- Section 4.** Une *lex specialis* pour les marchés et concessions soumis
à publicité européenne152
 - § 1. Présentation générale152
 - § 2. L'annulation et les dommages et intérêts après la conclusion
du contrat156
 - § 3. La déclaration d'absence d'effets et les sanctions
de substitution 156
 - § 4. Subsistance d'autres hypothèses d'annulation de ces contrats
à la demande de tiers ?162
 - Obligation de remédier à l'illégalité ?164
 - § 5. Subsistance du droit commun des nullités entre parties ?167
 - Disparition du consentement.....167
 - Illicéité de l'objet et/ou de la cause.....168
 - Exception d'illégalité excipée par un co-contractant du marché
ou de la concession ? Ordre public et lois qui intéressent
l'ordre public dans les marchés publics et concessions..... 169
- Section 5.** Maintien du droit commun pour les autres marches et
concessions ?174
- Conclusions.....178

Suspension, résiliation et résolution du marché : hypothèses et conséquences181

PATRICK THIEL

Section 1. Suspension du contrat182

§ 1. Par le pouvoir adjudicateur182

a) Droit à une indemnité182

b) Acompte pour les prestations déjà effectuées186

§ 2. Par l'adjudicataire186

a) Défaut de paiement des factures.....186

i) Rappel du régime légal.....186

ii) Sur quoi porte le retard de paiement ?.....187

iii) Obligation de dénonciation.....188

iv) Importance du retard de paiement et de la somme ...189

v) Prolongation du délai d'exécution189

vi) Indemnisation189

b) Circonstances imprévisibles dans le chef de l'adjudicataire.. 189

i) Rappel du régime légal.....189

ii) Interprétations de l'imprévision et des sujétions imprévues.....192

α. Introduction192

β. Notion d'imprévisibilité193

γ. Faits de tiers dont le pouvoir adjudicateur ne doit pas répondre194

δ. Des conditions cumulatives195

ε. Imprécision du cahier spécial des charges.....196

ζ. Conditions météorologiques.....196

η. Défaillance d'un sous-traitant197

θ. Aléa socioéconomique197

ι. Modifications de quantités198

κ. Commandes nouvelles – Travaux supplémentaires . 198

c) Interdiction de ralentir ou de suspendre l'exécution du marché pour discussions.....199

§ 3. Par le juge à la demande d'un tiers : le contrat conclu en violation du délai d'attente200

Section 2. La résiliation du contrat203

§ 1. Par l'une des parties, pour un fait de l'autre partie203

a) Quelles sont les hypothèses visées ?203

b)	Applications jurisprudentielles.....	205
c)	Pour manquement dans l'exécution des obligations contractuelles	205
i)	Régime général.....	206
ii)	Spécificités travaux.....	207
iii)	Spécificité fournitures	210
iv)	Spécificité services	211
§ 2.	Pour d'autres motifs	212
a)	Résiliation pour décès, cause d'exclusion, modification substantielle irrégulière et condamnation par la Cour de justice.....	212
i)	Les cas d'application	212
α.	Le décès d'une personne physique	212
β.	Apparition de motifs d'exclusions obligatoire ou facultatifs.....	212
γ.	Modification substantielle et irrégulière du marché	213
δ.	Condamnation par la Cour de justice de l'Union européenne.....	214
ii)	Conséquences juridiques	214
b)	La résiliation <i>ad nutum</i>	216
c)	Délai de commencement des travaux non respecté par l'adjudicateur.....	217
Section 3.	La résolution du contrat.....	218
§ 1.	Le droit de l'exécution du contrat entre les parties	218
§ 2.	L'intervention de tiers au contrat : la déclaration d'absence d'effets.....	221

Les marchés publics « cuvée 2017 » : mystères, paradoxes, incertitudes et autres approximations

DIDIER BATSELÉ

Table des matières